

## **DÉCLARATION DE L'ENTREPRISE REQUÉRANTE**

Le soussigné, à titre de président ou représentant autorisé de l'entreprise requérante :

- déclare avoir pris connaissance de la Politique financière de la SODEC, s'engage à la respecter et confirme que la demande de financement est conforme et demeurera conforme à ladite politique;
- confirme que l'entreprise requérante n'est actuellement pas en défaut de respecter toute obligation envers la SODEC ou découlant de tout programme d'aide de celle-ci;
- déclare que l'entreprise requérante possède tous les permis, brevets, licences et autres droits requis par la loi pour transiger ses affaires et exploiter son entreprise;
- déclare que l'entreprise requérante a le pouvoir général dévolu par sa loi constitutive d'emprunter des sommes d'argent ou, si ce pouvoir d'emprunt est restreint par une convention unanime d'actionnaires ou un règlement intérieur, qu'elle a fourni à la SODEC tous les documents nécessaires afin de démontrer qu'elle est en mesure d'emprunter de telles sommes d'argent;
- autorise la SODEC à collecter et à utiliser tout renseignement nécessaire à l'analyse et au traitement du dossier de l'entreprise requérante, ainsi qu'à discuter et à dévoiler lesdits renseignements ou partie de ceux-ci à toute personne ou entité, incluant toute entité gouvernementale, dont Revenu Québec, et tout participant financier confirmé ou envisagé, à laquelle la SODEC juge nécessaire de les transmettre dans le cadre de l'analyse et traitement dudit dossier. Ces personnes et entités sont autorisées à discuter et à dévoiler à la SODEC tout renseignement se rapportant à l'entreprise requérante et à son dossier;
- autorise la SODEC et ses mandataires à utiliser les renseignements collectés par ces derniers relativement au dossier de l'entreprise requérante à des fins d'études, de recherches ou de statistiques sur les industries culturelles, et à transmettre ces renseignements ou partie de ceux-ci sous forme de données agrégées, si elle le juge à propos, à d'autres personnes et organismes publics ou privés poursuivant ces mêmes fins, tels que l'Institut de la statistique du Québec;
- s'engage à aviser la SODEC de tout changement aux documents soumis et à en présenter le détail par écrit;
- déclare que l'entreprise requérante n'est l'objet d'aucune procédure de mise en faillite de la part de ses créanciers, n'est reconnue ou n'est pas sur le point de reconnaître son insolvabilité en vertu de toute loi sur la faillite ou toute autre loi créée pour le bénéfice de ses créanciers ou, de toute autre manière; n'a pas engagé volontairement des procédures pour être déclarée en faillite ou faire cession de ses biens, ni n'a entrepris des procédures de liquidation ou de dissolution de l'entreprise ou des affaires de l'entreprise;
- déclare que l'entreprise requérante n'est l'objet d'aucune saisie ou procédure d'exécution contre ses actifs;
- déclare que l'entreprise requérante n'est impliquée dans aucun litige réel ou potentiel, poursuite judiciaire ou requête du gouvernement, et n'a aucun jugement rendu contre elle non satisfait;
- si l'entreprise requérante emploie 50 personnes ou plus : déclare qu'elle respecte les obligations qui s'appliquent à elle en vertu de la Charte de la langue française quant à la francisation de l'entreprise, et qu'à cet égard elle possède les certificats ou attestations requis, le cas échéant, ou qu'elle en est exemptée. Par ailleurs, l'entreprise requérante ne figure pas à la liste des entreprises pour lesquelles l'Office de la langue française a refusé de délivrer une attestation, ou dont il a suspendu ou annulé une attestation ou un certificat. Cette déclaration de l'entreprise requérante est essentielle pour la conclusion de tout contrat avec la SODEC;
- s'engage à conserver l'original de ce document dans ses dossiers, lequel engagement est réputé accepté du seul fait de transmettre le document numérisé à la SODEC. L'entreprise requérante reconnaît que la reproduction numérique du présent document ou de tout document qui pourrait être joint à sa demande de financement (si applicable) possède la même valeur juridique que la version originale en format papier et qu'elle peut être déposée en preuve afin d'établir son contenu.

*[Signature à la page suivante]*

Je déclare et garantis par la présente que tous les renseignements et documents soumis dans le cadre de cette demande de financement sont exacts, véridiques et complets.

\_\_\_\_\_  
*Signature du président ou du représentant autorisé*

\_\_\_\_\_  
*Date*

\_\_\_\_\_  
*(Nom du signataire en lettres moulées)*

\_\_\_\_\_  
*(Titre du signataire)*

\_\_\_\_\_  
*(Nom de l'entreprise requérante en lettres moulées)*